



**FORUM PIERRE DE LAUZUN**, délégué général de l'Association française des marchés financiers (Amafi), vice-président de la Commission Éthique financière des Entrepreneurs et dirigeants chrétiens (EDC)

## Pour de vraies réformes de la finance

Dans un article que *La Croix* a publié le 19 décembre 2012, sept signataires en vue critiquent le projet Moscovici de loi bancaire. Le titre est tout un programme : « *Jusqu'ou ne pas braquer les banques ?* » L'idée est que ce gouvernement a cédé devant la pression et qu'il faut aller beaucoup plus loin dans la découpe. Le débat est légitime. Mais les idées fausses conduisent à ne pas mettre l'accent sur les réformes nécessaires – et Dieu sait s'il y en a. Je vois ici cinq idées fausses ou partielles :

– Les activités de dépôts et de crédit sont le seul vrai métier des banques et relèvent seules de l'intérêt général.

– Les activités de marché sont un casino lucratif, incontrôlé et déconnecté de l'économie réelle.

– Cela justifie une garantie publique pour les premières, pas pour les secondes.

– Si ces activités sont mélangées, la garantie de l'État incite les banques à prendre des risques sur les marchés. Si elles perdent, c'est l'État qui paye.

– L'activité de crédit crée de la monnaie que « *l'économie casino* » utilise.

Conclusion : il faut séparer ces activités, en chassant les marchés comme Jésus chassait les démons. Mais les faits sont assez différents.

D'abord, les activités de marché sont indispensables au fonctionnement d'une économie. Un exemple : le moyen le plus sain de financer l'économie, plus que le crédit, ce sont les fonds propres ; or, on ne peut pas les financer sur les dépôts et le seul moyen d'en lever assez, c'est sur un marché – car lui seul permet une gestion



Salle des coffres dans une banque. Selon Pierre de Lauzun, l'histoire financière montre que le crédit est plus dangereux que les marchés.

active. Cela ne veut pas dire qu'il soit lucide ou efficient ni qu'il n'ait pas besoin de règles, au contraire. La priorité devrait même être à la réforme des marchés ; hélas depuis

crédit bancaire. Il est dès lors vital pour un pays de disposer d'une intermédiation de marché vivante.

Surtout, l'histoire financière montre que le crédit est plus dan-

un crédit doit être remboursé ; si ce qu'il a financé est en perte et qu'il n'est pas remboursé, cela met le prêteur en danger ; or il a lui-même emprunté, d'où un effet domino qui peut devenir ravageur. L'immobilier en est souvent la cause. Même en 2008, la cause première c'était des crédits immobiliers, les *subprimes*. Certes les marchés ont embrayé et aggravé la crise par leurs titrisations irresponsables, preuve qu'il aurait fallu les réguler plus strictement. Mais cette crise aurait pu se produire sans marché.

Dès lors, on ne peut justifier de donner une garantie publique aux banques. Celle des dépôts est justi-

### On n'assainira pas les marchés par la seule réglementation. Il faut une contribution des acteurs, par conversion personnelle ou par exigence morale.

2008 elles sont restées bien en deçà du nécessaire. Ce rôle des marchés va en outre s'accroître à l'avenir, car les réformes en cours (Bâle III) contraindront à l'avenir le rôle du

géreux que les marchés ; c'est en fait la principale source des crises. Même la crise de 1929 n'aurait pas eu son ampleur sans le rôle démesuré du crédit. La raison est simple :



fiée, mais elle n'a rien à voir. Il faut donc s'organiser pour permettre la faillite ordonnée des banques et mettre en jeu les responsabilités. Mais pas de garantie illimitée donnée au crédit, trop dangereux lorsqu'il dérape.

Cessons en outre de dire que les banques créent de la monnaie à leur gré. Certes on théorise leur création de monnaie au niveau de l'économie - encadrée par les banques centrales. Mais ce n'est pas vrai au niveau d'une banque donnée, car sa liquidité est son premier souci, et c'est sur le marché qu'elle la trouve. Car si elle fait un crédit, la contrepartie en dépôts part aussitôt de ses livres et il lui faut emprunter sur le marché pour la retrouver.

Enfin, on n'assainira pas les marchés par la seule réglementation. Il faut une contribution des acteurs, par conversion personnelle ou par exigence morale. C'est pour cela qu'aux EDC, nous avons écrit une brochure intitulée : « Qu'est-ce qu'un bon marché financier ? ». J'y renvoie le lecteur (1).

Même si elle avait une utilité, la séparation des activités de crédit et de marché ne serait donc ni centrale ni prioritaire. Expérimenter en la matière est risqué pour la France, marginale dans le système. La réforme Moscovici est proche de la règle américaine Volcker. C'est déjà beaucoup pour nous. Passons donc là-dessus et revenons aux vraies priorités, qui se situent au niveau mondial. Après Bâle III c'est la résolution des crises bancaires et la réforme des marchés. Travaillons-y.

(1) À LIRE sur [la-croix.com](http://la-croix.com).